

Julian Mischi, Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 341 p.

Danielle Tartakowsky

Cet ouvrage de Julian Mischi constitue la version remaniée et attendue de la thèse de science politique qu'il a soutenue en 2002 à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)¹. Il s'assigne pour objectif d'explorer le travail concret de mobilisation politique du Parti communiste français (PCF) pour en évaluer l'efficacité (ou l'inefficacité) dans des contextes sociaux particuliers. Selon l'auteur, la forte structuration organisationnelle du PCF avec ses ramifications associatives et syndicales ne peut être considérée seulement comme un instrument bureaucratique. Elle constitue aussi un support de mobilisation collective et de participation politique pour des catégories populaires qui ne s'en remettent pas totalement au parti, susceptible d'introduire de la disparité.

L'ouvrage s'inscrit dans une longue durée dont la science politique n'est pas nécessairement coutumière. La séquence retenue, qui s'étend des années vingt aux années soixante-dix, est bornée par l'émergence d'un parti qui a participé « à la formation tardive puis à l'homogénéisation de la classe ouvrière » et par la crise industrielle qui, quelque cinquante ans plus tard, détruit les bastions industriels nés au début des années vingt et contribue puissamment à l'affaiblissement de l'organisation communiste. Une approche diachronique de cette séquence conduirait à se focaliser sur ces moments intégrateurs de pratiques demeurées jusqu'alors éclatées qu'ont été le Front populaire et la Libération. L'auteur privilégie cet apogée de l'ouvriérisme qu'ont été les décennies 1950-1970 mais se refuse à périodiser de la sorte et retient la séquence des années vingt aux années soixante dix et expose l'unité au regard de l'histoire sociale de la classe ouvrière. S'en suit une phase de l'histoire où les ouvriers de la métallurgie constituent le « groupe central » et durant laquelle le Parti communiste est un agent majeur de la promotion des milieux ouvriers. Avant que ne s'opère un processus de professionnalisation des cadres politiques qui n'épargne personne.

En réaction contre des approches qui s'intéressent uniquement à l'offre institutionnelle et à la demande individuelle, Julian Mischi a choisi de placer le curseur à des échelles où se donne à lire l'entrelacement des logiques politiques et des processus sociaux et les interactions qui se nouent, là, entre les multiples sociabilités populaires, construites au sein de l'espace local ou dans celui de l'usine, et la sociabilité communiste. Le choix des territoires retenus est guidé par la volonté de s'attaquer au « préjugé de la relation nécessaire entre communisme et classe ouvrière ». Ce qui exclut de revenir sur ces bastions surinvestis par les sciences sociales que sont les banlieues rouges ou autres places fortes tel Halluin et incite à

¹ « Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire », thèse de doctorat sous la direction de Marc Lazar.

leur préférer quatre bassins d'emploi dont les configurations diffèrent sensiblement. L'ouvrage s'ouvre, dès lors, sur quatre monographies. La première est consacrée à ce bastion ouvrier que sont les mines de Lorraine. La seconde qui traite du bocage bourbonnais permet de focaliser l'attention sur les militants ruraux d'un parti ouvrier. Avec la troisième d'entre elles, consacrée à la région de Saint-Nazaire, on s'attache à une terre industrielle où les communistes sont pourtant minoritaires. Vient enfin le cas de Grenoble où les communistes qui doivent compter avec les « illusions technocratiques » véhiculées par d'autres sont contraints à s'affirmer sur des modes inédits. Les monographies se focalisent sur les réseaux et les échelles « où s'opèrent les interactions quotidiennes entre profanes et professionnels du jeu politique ». Elles accordent à ce titre une place essentielle aux liens complexes que le parti et ses structures entretiennent avec les syndicats, les associations, les municipalités et montrent comment la légitimité des cadres promus et investis par le parti doit compter avec des légitimités concurrentes développées au sein de cette même organisation à partir d'autres pratiques ; ainsi, les légitimités syndicales ou électives ou celles encore nées de la Résistance, à l'origine d'un renouvellement des cadres d'assise régionale avec laquelle la direction nationale devra compter. Ces monographies s'attachent également à la manière dont les sociabilités populaires contribuent à la reproduction des rapports de domination internes aux milieux populaires au sein du parti et, à plus fort titre, de ses cadres : avec un primat des ouvriers qualifiés et des petits propriétaires exploitants qui laisse aux marges les secteurs dominés, femmes, ouvriers spécialisés (OS), immigrés, salariés agricoles ; selon des formes spécifiques à chacun des territoires. Il ressort de cette première approche que les disparités de l'implantation communiste, de ses formes et ses relais ne répondent à aucun déterminisme sociologique et ne s'expliquent pas d'avantage par une prétendue « tradition » dont les approches « culturalistes » font un usage strictement tautologique, selon Julian Mischi. Le communisme rural de l'Allier tire, ainsi, précisément sa force et sa capacité à mettre en œuvre des stratégies autonomes (en matière syndicale) de la marginalité de la question paysanne au sein du dispositif idéologique marxiste. *A contrario*, l'existence de puissants bassins industriels constitutifs des différentes phases de l'industrialisation française ne constitue pas la garantie d'une implantation puissante et fondée sur le terrain de l'entreprise. Dans les usines sidérurgiques du bassin lorrain, le Parti communiste doit compter avec le primat que les sidérurgistes confèrent au travail syndical à l'entreprise et avec leur forte propension à adhérer et militer au parti sur le terrain local, en contraignant le parti à s'appuyer sur d'autres milieux professionnels dont, longtemps, les mineurs, et à devoir composer avec leurs formes de sociabilité. À Saint-Nazaire, le poids conservé d'un syndicalisme tout à la fois marqué par l'anarchisme et par un réformisme qui s'est appuyé de longue date sur la municipalité interdit durablement à la radicalité syndicale de trouver à s'exprimer au sein d'un parti et constitue un obstacle à l'implantation communiste. Dans la région grenobloise, le Parti communiste, réduit à la défensive dans les industries de pointe, se confine à la banlieue ouvrière, au risque d'une municipalisation de ses réseaux. Le terrain de l'entreprise, qui occupe une place stratégique dans la perspective d'une redéfinition de la politique dont le « parti de type nouveau » s'est longtemps réclamé, se révèle être partout un terrain où les pratiques peinent à se développer, pour des raisons qui chaque fois diffèrent. Cependant que le tissu local autorise l'inscription dans des combats spécifiques parfois inattendus, concernant, par exemple, la défense du marais poitevin. En

obligeant par-là même à une réflexion, constitutive de l'ouvrage, sur les milieux populaires et non sur la « classe ouvrière ».

Mais l'ouvrage prête conjointement la plus grande attention à l'institution partisane, aux pratiques et au personnel politique qu'elle promeut à la faveur d'un pertinent « jeu d'échelles ». Sa seconde partie modifie en effet la focale pour se consacrer au dispositif militant et au processus d'homogénéisation dont le Parti communiste est à la fois l'acteur et la résultante. Elle aborde successivement la sélection et la promotion des cadres locaux, l'encadrement des pratiques militantes, le travail de cohésion symbolique et les appropriations populaires du parti en croisant là les orientations nationales avec leur mise en œuvre dans certains des territoires retenus. Cette partie doit à la structure (sans doute obligée) de l'ouvrage de conduire à certaines répétitions et pourra sembler un peu moins neuve dès lors qu'elle prend (naturellement) appui sur certains travaux majeurs qui lui préexistaient dont ceux de Bernard Pudal. On y retrouve du moins avec intérêt le prolongement de certaines analyses de terrain qui font la richesse de la première partie, concernant, ainsi, les captations locales de l'héritage républicain par le Parti communiste et la construction des mémoires locales spécifiques.

Cet ouvrage qui procède d'une heureuse symbiose entre l'histoire et la science politique constitue un apport stimulant tant à l'histoire de la société française des années 1970 qu'à celle du Parti communiste qu'il renouvelle ou, du moins, affine à plus d'un titre.

Il n'ignore aucune des stratégies unifiantes ni aucun des moyens dont ce parti dispose pour tenter de les mettre en pratique mais met à mal les lieux communs hâtifs relatifs à son caractère monolithique en faisant apparaître la diversité des appropriations et les configurations différentes qui prévalent. Ce décentrement est rendu possible par l'approche par le local dont l'ouvrage vient souligner, après d'autres, la force heuristique. Il l'est également par la double approche de la politisation mise en œuvre. Un travail d'encadrement et de mobilisation des classes populaires, assurément, mais également un processus interne aux groupes sociaux dominés, liés à leurs conditions d'existence, qui s'exprime dans des pratiques sociales extérieures à la scène politique avec laquelle du moins elles interagissent. Cet ouvrage, qui vient conforter certains travaux relatifs à l'affaiblissement du Parti communiste², oblige encore à nuancer la chronologie par trop convenue du déclin. En montrant que le courant communiste peut se nourrir de la fragilisation de la sociabilité populaire forgée dans le travail ou la localité, qu'une approche globalisante associée souvent au communisme triomphant, il contribue, par exemple, à expliquer que les années 1970 puissent être une période de renforcement du parti sur la base d'une assise transformée, dans le bassin lorrain notamment.

On aura compris que cet ouvrage couvre un champ qui déborde, et de beaucoup, celui d'une organisation et de ses membres. Il participe d'un renouvellement plus global de l'étude du communisme dont on a pu mesurer l'ampleur et la valeur lors d'un récent colloque organisé par l'auteur et par Emmanuel Bellanger sur les « territoires du communisme³ ». Il constitue une importante contribution à l'histoire des relations complexes que la société française et les milieux populaires, en premier lieu,

² Marie-Claire Lavabre et François Platone, *Que reste-t-il du PCF ?*, Paris, CEVIPOF-Autrement, 2003.

³ 1^{er}-2 décembre 2009, Université Paris I, Centre Panthéon-Sorbonne.



Histoire@Politique. Politique, culture, société – Rubrique « Comptes rendus – ouvrages ».
Mis en ligne le 22 juillet 2010, www.histoire-politique.fr

entretiennent avec la politique, et à celles des processus de politisation et de dépolitisation. Il présente, à ce titre, l'insigne intérêt de dépasser les débats (ou parfois combats) assez vains qui mettent aux prises les tenants d'une histoire sociale du PCF et ceux qui se réclament, à l'inverse, d'une histoire institutionnelle ou des idées.